

LUTTE CONTRE LES MARIAGES FORCES

PRISE DE POSITION DU CENTRE SOCIAL PROTESTANT VAUD¹

Le 14 novembre 2007, le Conseil fédéral rendait public son rapport intitulé: «Agir de manière conséquente contre les mariages forcés». On peut saluer le fait que les autorités tant cantonales que fédérales s'inquiètent de la pratique des mariages forcés, comme elles l'ont fait de l'excision, de la violence conjugale ou d'autres atteintes aux droits fondamentaux. Néanmoins, passé cet accord de principe, nous divergeons sur certaines des pistes envisagées.

En tant que service de consultation et de défense des intérêts des plus démunis, l'essentiel, pour nous, est de ne jamais perdre de vue la situation et l'intérêt des victimes. Dans cette optique, le Centre social protestant (CSP) Vaud adhère à certaines des conclusions du rapport adopté par le Conseil fédéral, en particulier le fait qu'une modification du Code civil – via la modification de l'art. 105 CC – serait souhaitable dans le sens où le caractère forcé du mariage deviendrait une cause absolue d'annulation.

D'autres pistes nous semblent plus problématiques. Nous souhaitons nous attarder plus particulièrement sur les modifications envisagées dans le cadre du droit des étrangers.

Notre pratique, développée depuis de nombreuses années dans les situations de violences conjugales, nous permet d'affirmer que la seule manière de protéger efficacement les victimes – et de les encourager à dénoncer ces pratiques – est de leur offrir une protection efficace en terme d'autorisation de séjour. Cela signifie qu'une politique plus répressive des comportements familiaux violents doit impérativement aller de pair avec l'octroi d'une autorisation de séjour en Suisse pour les personnes qui chercheraient à y échapper. Tel n'est pas le cas aujourd'hui. Une telle ouverture ne devrait d'ailleurs pas amener à une augmentation substantielle des autorisations de séjour à délivrer. En effet, si l'on en croit le rapport du Conseil fédéral lui-même concernant l'ouverture opérée en la matière par la CRA (Commission suisse de recours en matière d'asile)² concernant la reconnaissance de la qualité de réfugiée d'une femme fuyant un mariage forcé, «ni la pratique développée par l'Office des migrations (ODM) ni la décision de la CRA n'ont, à ce jour, conduit à une augmentation des demandes d'asile»³.

¹ Le CSP Vaud est une institution privée d'action sociale professionnalisée à but non lucratif. Il est reconnu d'utilité publique. Ses prestations sont offertes gratuitement à toute personne, sans distinction d'origine, de confession, ou de domicile.

Depuis de nombreuses années, le Centre social protestant s'engage pour la défense des droits des personnes migrantes ou immigrées dans notre pays. En lien avec la précarité sociale et juridique qui les touche, plusieurs milliers d'entre elles sollicitent chaque année les services des assistantes sociales, assistants sociaux et juristes du CSP.

² JICRA 2006, n° 32.

³ Rapport du Conseil fédéral intitulé «Répression des mariages forcés et des mariages arrangés» rendu public le 14 novembre 2007, p. 33.

Or, si diverses mesures du droit des étrangers sont envisagées dans le rapport du Conseil fédéral, on ne trouve nulle part l'affirmation claire de la nécessité d'offrir aux victimes la garantie d'une autorisation de séjour, dans l'hypothèse où elles démontreraient avoir été victimes d'un mariage forcé. Le rapport se contente de rappeler les différents cas de figure existant actuellement:

1. La victime était Suisse ou au bénéfice d'une autorisation de séjour avant son mariage.

Dans cette hypothèse, il n'y a aucune question particulière soulevée du point de vue du droit des étrangers. En effet, en cas d'annulation du mariage, la victime reste au bénéfice de son autorisation de séjour obtenue antérieurement.

2. La victime détient son autorisation de séjour au titre d'un regroupement familial. En cas d'annulation du mariage ou de séparation, elle devra quitter le territoire. Le rapport rappelle alors l'importance des dispositions de sauvetage de l'art. 50 L'Etr et de l'Ordonnance relative à l'admission, au séjour et à l'exercice d'une activité lucrative (OASA).

Or, nous estimons, pour l'avoir expérimenté dans les situations de violences conjugales, que cette protection est totalement insuffisante d'une part du fait de sa formulation même et d'autre part du fait d'une application très restrictive opérée par les cantons et l'ODM. En effet, pour voir son autorisation de séjour renouvelée malgré la séparation, il faut soit que le mariage ait duré plus de trois ans ET que l'intégration soit réussie, soit que la personne se trouve dans une situation de détresse ET que la réintégration dans le pays de provenance soit fortement compromise. En posant dans les deux situations des conditions cumulatives le législateur a, de fait, rendu pratiquement inopérante la protection envisagée. Tout d'abord, les victimes de mariages forcés, ou d'autres formes de violences familiales, ne sont que très rarement «intégrées». En effet, cette violence se nourrit de l'isolement de la victime. Il faut donc démontrer la violence/la contrainte, ce qui est déjà une difficulté en soi, mais il reste nécessaire en plus de démontrer une impossible réintégration dans le pays d'origine. C'est à notre sens cette dernière condition qui rend l'ensemble de la disposition peu efficace.

En conséquence, nous souhaitons, en sus du travail d'information et de la modification du Code civil, que la Loi sur les étrangers garantisse clairement aux victimes de violences familiales (violences domestiques, mariages forcés, mutilations génitales, etc.) une autorisation de séjour sans autre condition que d'avoir rendu vraisemblable le fait d'en avoir été victime ou de risquer de l'être.

Mesures proposées

Concernant les mesures de droit des étrangers proposées par le Conseil fédéral, on s'accordera sur le fait de ne reconnaître que les mariages conclus entre personnes de plus de 18 ans.

Par contre, les autres mesures envisagées, comme la fixation d'un âge minimal au regroupement familial pour les conjoint-e-s à 21 ans ou l'obligation de maîtrise de la langue avant l'arrivée en Suisse, sont inefficaces et stigmatisantes.

Concernant la première mesure, on voit mal comment rendre compatible un droit au mariage dès 18 ans, garanti pour chaque résident suisse, sans égard à sa nationalité, avec le refus du droit de vivre ensemble pendant 3 ans si les personnes sont de natio-

nalité d'un état tiers. En effet, du fait des Accords sur la libre circulation des personnes, cette disposition ne pourrait s'appliquer aux ressortissants de l'UE (Union Européenne) et par entraînement ne pourrait s'appliquer aux ressortissants suisses ayant épousé une personne d'un état tiers. Par ailleurs, différer le regroupement familial va à l'encontre de la politique d'intégration prônée depuis de nombreuses années. De plus, on s'interroge sur le calcul du délai qui serait fait en application de l'art. 47 LETr, dans l'hypothèse où Madame, entre 18 et 21 ans, aurait accouché à l'étranger des enfants du couple. Monsieur serait alors à même de faire venir ses enfants mais non son épouse. On s'interrogera aussi utilement sur la compatibilité d'une telle restriction au regroupement familial avec l'art. 8 CEDH (La Convention Européenne des Droits de l'Homme). Cette mesure semble n'être qu'une entrave supplémentaire au regroupement familial sans que l'on ait démontré en quoi elle permettrait réellement de lutter contre un mariage forcé.

La deuxième mesure envisagée est l'obligation d'avoir des connaissances linguistiques suffisantes comme condition d'entrée. Nous estimons que cette mesure est totalement inadéquate. Si l'on se réfère aux exemples de mariages forcés mis en exergue par le Conseil fédéral lui-même dans son rapport, on s'aperçoit que très fréquemment les victimes sont des personnes ayant été élevées en Suisse ou dans un pays de l'Union. Là aussi, nous avons le sentiment que l'objectif est plus l'introduction de nouvelles limitations au regroupement familial que réellement la lutte contre les mariages forcés.

Enfin, concernant la répression des auteurs, nous réaffirmons que ces délits/crimes commis au sein des familles, souvent à l'encontre des femmes, doivent être poursuivis dans le cadre du droit ordinaire applicable à toute personne indépendamment de sa nationalité et de son statut. En raison de la double peine que cela constitue, nous nous opposons à toute forme d'expulsion des auteurs. Nous estimons en effet, qu'il n'y a aucune raison qu'une personne suisse, partant inexpulsable, soit mieux traitée pour un même délit qu'une personne au bénéfice d'une autorisation d'établissement, par exemple.

En conclusion, nous sommes convaincus que la lutte contre les mariages forcés doit se faire avant tout par une bonne intégration de l'ensemble des communautés, par la sanction des actes répréhensibles, par l'information et la protection efficace des victimes, faute de quoi elle ratera complètement son objectif et ne sera que l'instrument de politiques de stigmatisation et d'exclusion de certaines communautés. La lutte contre les mariages forcés ne doit pas être instrumentalisée dans le but de mettre en place une politique migratoire plus restrictive.

Pour le CSP Vaud
Magalie GAFNER
Juriste et sociologue

Lausanne, 15 octobre 2008

Deux **exemples**, issus de notre pratique, qui montrent que, malgré les campagnes de lutte contre la violence conjugale, les femmes migrantes doivent continuer de «choisir» entre subir ou partir.

En 2002, Zlata immigre illégalement en Suisse afin de rejoindre son ami, dont elle attend un enfant. Elle s'annonce à la commune. Ils vivent ensemble mais ne se marient qu'en 2005, après le divorce de Monsieur et après avoir eu deux enfants. Zlata reçoit alors un permis B, en application de l'article 17 LSEE (Loi sur le séjour et l'établissement des étrangers) al. 2, qui prévoit de délivrer une autorisation de séjour au conjoint du détenteur d'un permis C. En 2006, après avoir été victime de nombreux épisodes de violence conjugale, Zlata se sépare de son mari. Un an plus tard, l'ODM refuse de prolonger son autorisation de séjour, contre l'avis du canton, et lui donne trois mois pour quitter le pays, car le but de son séjour, à savoir vivre auprès de son mari, n'existe plus et ce malgré la violence et l'intégration réussie de cette femme qui, bien que mère de deux enfants en bas âge, travaille et maîtrise parfaitement le français. Le père ne paie aucune pension et dépend entièrement des services sociaux. Le recours est encore en suspens devant le TAF (Tribunal administratif fédéral).

(Dossier défendu par le CSP ayant fait l'objet d'une fiche descriptive de l'ODAE, Observatoire du droit d'asile et des étrangers, réf. 023, <http://www.oda.ch>)

En 2004, Marie entre en Suisse pour rejoindre son époux. Dès janvier 2005, son mari se montre d'une violence extrême: strangulation, coups, menace de défenestration. Madame se réfugie par deux fois dans un centre d'accueil pour femmes victimes de violences et finit par se séparer de son mari. Sur recours, le tribunal cantonal a refusé la prolongation de son permis de séjour, arguant que bien que la violence soit répréhensible, elle ne suffisait pas à elle seule à justifier la suite du séjour en Suisse. Malgré la parfaite intégration de Marie, l'union ayant duré moins de trois ans et son retour en Côte d'Ivoire ne la mettant pas en danger, le Tribunal cantonal confirme son renvoi de Suisse.

(Dossier défendu par La Fraternité du CSP)

La lutte contre les mariages forcés doit impérativement s'inspirer des expériences faites en matière de violence conjugale, faute de quoi elle risque d'être un outil d'expulsion et non de protection des victimes. Par conséquent, il est essentiel d'assurer un droit de séjour (LEtr/LAsi) pour les victimes de mariage forcé, mutilations sexuelles, ou de violence conjugale, sans qu'il soit nécessaire de remplir d'autres conditions comme c'est le cas actuellement.